

## Règlement de la Consultation (R.C.) N° 02/10022026

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

### **Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :**

#### **MINISTERE DE LA JUSTICE**

Agence du Travail d'Intérêt. Général et d'. Insertion. Professionnelle des personnes placées sous-main de justice **(A.T.I.G.I.P)**

Service de l'Emploi Pénitentiaire **(S.E.P)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin  
19015 TULLE  
[www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

### **Objet de la consultation :**

Fourniture de bois résineux sous forme d'avivés et tout autre produit de sciage du sapin et pin, traités ou non autoclave à livrer aux ateliers menuiserie ATIGIP RIEP, réparties en deux lots distincts.

- Lot 1 : Sapin épicéa sous forme d'avivés et tout autre produit de sciage de sapin
- Lot 2 : Pin maritime sous forme d'avivés et tout autre produit de sciage de pin

### **Date et heure limites de remise des offres :**

**Mercredi 01 Avril 2026 à 12h00**

La procédure est de type accord-cadre à bons de commande multi-attributaire, au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande Publique, passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

Le présent Règlement de Consultation comporte 8 pages numérotées de 1 à 8.

## SOMMAIRE

Article premier - OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
Article 2 - PROCEDURE DE LA CONSULTATION.....	3
Article 3 – DISPOSITIONS GENERALES .....	4
3.1 - Division en tranches ou en lots : .....	4
3.2 - Dispositions particulières aux accords cadre multi-attributaire à bons de commande .....	4
3.3 - Durée.....	4
3.4 - Reconduction .....	4
Article 4 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	5
4.1 - Forme juridique des groupements .....	5
4.2 - Variante.....	5
4.3 - Avance .....	5
4.4 - Acompte.....	5
4.5 - Mode de règlement.....	5
4.6 - Unité monétaire du marché .....	5
4.7 - Code CPV .....	5
4.8 - Délais .....	5
Article 5 – DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES .....	5
Article 6 – REMISE DES OFFRES .....	5
6.1 - Contenu des offres.....	5
6.2 - Réception des offres .....	5
6.3 - Langue de rédaction des propositions .....	6
Article 7 – CONTENU DES PROPOSITIONS .....	6
7.1 - Documents relatifs à la candidature .....	6
7.2 - Documents relatifs à l'offre .....	6
Article 8 – OUVERTURE DES PLIS – EXAMEN DES OFFRES .....	7
8.1 - Analyse des offres .....	7
8.2 - Choix des propositions .....	7
8.3 Conditions d'attribution.....	7
Article 9 – INFORMATION COMPLEMENTAIRES .....	8
9.1 Abandon de la procédure.....	8
9.2 Renseignements complémentaires.....	8
9.3 Modification du dossier de consultation.....	8
9.4 Litige .....	8

## **Préambule – PRESENTATION DE L'ATIGIP SEP.**

Le Service de l'Emploi Pénitentiaire (**SEP**) est un service de l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle des personnes placées sous main de justice (**ATIGIP**), service à compétence nationale placé sous l'autorité du Garde des Sceaux et du Directeur de l'administration pénitentiaire. Il a pour mission de développer le travail d'intérêt général, la formation professionnelle et le travail, dans les établissements pénitentiaires.

A ce titre l'**ATIGIP** est chargée de gérer le compte de commerce intitulé « Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires (**RIEP**) » qui lui confère l'autonomie financière en matière d'achats et d'investissements

Le SEP-RIEP est en charge de l'emploi pénitentiaire en régie et à ce titre assure la gestion technique, commerciale, administrative et financière de ses ateliers de production implantés principalement dans des établissements pour peines.

Le SEP-RIEP, au sein de l'ATIGIP, bénéficie donc de modalités particulières de fonctionnement et d'organisation qui ont pour but de lui conférer une véritable dynamique d'entreprise adaptée aux exigences des marchés concurrentiels. Il est doté des moyens structurels et fonctionnels permettant de développer le travail pénitentiaire.

Ce souci de développer l'emploi en établissements pénitentiaires répond à trois préoccupations essentielles :

- Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de la personne détenue : respect des rythmes et des délais, atteindre un niveau de productivité et de qualité dans le travail exécuté, acquérir une réelle qualification professionnelle.
- Permettre la constitution d'une source de revenus au profit du détenu, des victimes, de la collectivité.
- Réguler la vie en détention : contribution au maintien de la santé et de l'équilibre psychologique des personnes détenues, prise en considération du respect de soi, des droits et devoirs.

### **L'ATIGIP-RIEP représente :**

- Environ 50 ateliers implantés dans une vingtaine d'établissements pénitentiaires, dans divers secteurs d'activités : confection - menuiserie boissellerie - métallerie - mécanique générale - imprimerie - informatique - traitement du son et de l'image - travail à façon - reliure - cuir - exploitation agricole.
- 1 200 détenus employés, encadrés en atelier par 180 personnels de l'administration, et appuyé par 60 personnels au siège de Tulle (19).
- Un chiffre d'affaires d'environ 30 M €.

Plus d'informations sur le site : [www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

## **Article premier - OBJET DE LA CONSULTATION**

Fourniture de bois résineux : sous forme d'avivés et tout autre produit de sciage du sapin et pin, traités ou non autoclave à livrer aux ateliers Menuiserie ATIGIP RIEP réparties en deux lots distincts.

- **Lot 1 : Sapin épicéa et tout autre produit de sciage de sapin**
- **Lot 2 : Pin maritime et tout autre produit de sciage de pin**

**Les catégories, dimensions et les qualités sont indiquées dans l'annexes AE « offre de prix ».**

## **Article 2 - PROCEDURE DE LA CONSULTATION**

Le présent appel d'offres est **ouvert** et soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales - Marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG – FCS), approuvé par arrêté du 31 mars 2021. *(Le candidat déclare connaître parfaitement ces documents.)*

La procédure est de type accord-cadre à bons de commande, allotie et multi-attributaire, au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande Publique, passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

Le marché est un accord-cadre à bons de commande conclu sans montant minimum et avec un montant annuel maximal de :

Lot 1 : 1 M€

Lot 2 : 500 k€

Pour les deux lots l'accord-cadre est de type multi-attributaires conformément à l'article L.2125-1 du code de la commande publique. L'ATIGIP-RIEP **retiendra au maximum 2 attributaires par marché (lot)** en fonction des résultats de l'appel d'offres ouvert.

### **Article 3 – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **3.1 - Division en tranches ou en lots :**

La consultation est allotie par famille de produit afin de permettre l'accès à la commande publique de tout opérateur spécialisé dans une famille.

- **Lot 1 : Sapin épicéa et tout autre produit de sciage de sapin**
- **Lot 2 : Pin maritime et tout autre produit de sciage de pin**

Chaque candidat a la possibilité de soumissionner pour **un ou plusieurs lots**.

Tous les lots sont attribués séparément et peuvent être attribués à un ou plusieurs titulaires.

Pour les deux lots, l'accord-cadre est de type multi-attributaires. Conformément à l'article L.2125-1 du code de la commande publique. L'ATIGIP-RIEP **retiendra au maximum 2 attributaires par marché (lot)** en fonction des résultats de l'appel d'offres.

#### **3.2 - Dispositions particulières aux accords cadre multi-attributaire à bons de commande**

Pour des raisons opérationnelles et en application de l'article R 2162-14 du code de commande publique, l'attribution des bons de commandes s'effectue d'après la méthode dite « **en cascade** » et selon les critères suivants :

- 1 – Attributaire le moins disant (coût produit plus +coût transport)
- 2 – Le délai de livraison (confirmer par écrit pour chaque bon de commande)

En cas d'incapacité de l'attributaire le moins disant à fournir la marchandise dans le délai requis pour la commande, l'ATIGIP-RIEP fait appel au deuxième attributaire moins disant dont le délai de livraison est conforme au besoin et au troisième si le deuxième ne remplit pas les conditions de délais exigées.

Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins des ateliers menuiseries l'ATIGIP-RIEP.

#### **3.3 - Durée**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification.

#### **3.4 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit 3 fois de façon tacite par période de reconduction de 1 an Soit une durée totale de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur peut se prononcer au plus tôt 3 mois avant la fin du marché sur la non reconduction de celui-ci. Si aucune décision n'a été prise au plus tard un mois avant la fin du marché, le pouvoir adjudicateur est considéré comme ayant accepté sa reconduction.

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se désengager du contrat ; le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

## **Article 4 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **4.1 - Forme juridique des groupements**

L'accord cadre sera attribué soit à des opérateurs économiques individuels soit à des opérateurs économiques groupés dont le mandataire sera solidairement responsable en vertu des articles R2142-3, R2142-19 à R 2142-22 du code de la commande publique.

### **4.2 - Variante**

En application des articles R.2151-8 à R.2151-10 du code de la commande publique, les variantes ne sont pas autorisées.

### **4.3 - Avance**

Une avance de 5% du montant du bon de commande peut être accordée au Titulaire selon les conditions et modalités définies aux articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique.  
Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

### **4.4 - Acompte**

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture.

Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement d'acomptes.

### **4.5 - Mode de règlement**

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement. Les références du ou des comptes à créditer seront portées sur l'Acte d'Engagement, un RIB doit être joint.

### **4.6 - Unité monétaire du marché**

Les offres sont établies en **euro**.

### **4.7 - Code CPV**

Code CPV lot 1 et 2 : 03410000 bois.

### **4.8 - Délais**

Pour tous les documents, tous les délais et décomptes de jours sont comptés en jours calendaires.

## **Article 5 – DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des propositions est de 60 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions à l'article 6 du présent règlement.

## **Article 6 – REMISE DES OFFRES**

### **6.1 - Contenu des offres**

L'offre contient les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat prévu à l'article R 2143-3 du Code de la commande publique ainsi que l'offre technique et financière du candidat (cf. article 7 du présent règlement de consultation).

### **6.2 - Réception des offres**

Conformément et en application de l'article R 2132-7, les candidatures et les offres doivent être uniquement transmises par voie électronique, pour l'ATIGIP SEP, les offres sont déposées exclusivement sur le site dont l'adresse Internet est : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique

électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait été réalisée avant la clôture de la remise des plis.

**La copie de sauvegarde (support papier ou numérique) est transmise ou déposée à l'adresse suivante :**

**Ministère de la Justice**  
ATIGIP - SEP - RIEP  
11 rue Louisa Paulin  
BP 534  
19015 TULLE

La date limite de réception des offres est fixée au :

**Mercredi 01 Avril 2026 à 12h00**

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite fixée ci-dessus, ne seront pas retenus.

### **6.3 - Langue de rédaction des propositions**

Les propositions ainsi que tous les documents de l'offre et du marché doivent être **rédigées en langue française** y compris les documentations techniques sous peine pour le candidat de voir son offre rejetée.

### **Article 7 – CONTENU DES PROPOSITIONS**

**Important :** La remise de l'ensemble des éléments énumérés ci-dessous est obligatoirement à respecter ; à défaut l'offre ne sera pas recevable.

#### **7.1 - Documents relatifs à la candidature**

Le dossier de candidature devra impérativement comprendre l'ensemble des pièces justificatives exigées par le Code de la commande publique, notamment :

- La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019, dûment renseigné par le candidat en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ou pour les candidatures groupées l'ensemble des membres du groupement
- La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019, dûment renseigné par le candidat en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ou pour les candidatures groupées l'ensemble des membres du groupement
- (Préciser les éventuelles certificats et agréments obtenus pour exercer l'activité professionnelle objet du présent marché)
- Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF datant de moins de 6 mois.
- Les déclarations sur l'honneur prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique.
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
- Une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité.
- Autre pièce - (Copie du ou des jugements, si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie des jugements prononçant cette décision.)
- Attestation fiscale de moins de 1 ans
- La liste des travailleurs étrangers ou une attestation sur l'honneur de non-emploi.

L'absence ou la non-conformité d'une ou plusieurs de ces pièces pourra entraîner le rejet de la candidature comme incomplète ou irrégulière, conformément aux dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

#### **7.2 - Documents relatifs à l'offre**

- **L'acte d'engagement : Imprimé ATTRI1**  
Renseigné et signé ainsi que **ses annexes AE « Offre de prix »** ;

- **Le cadre de réponse technique – environnemental - social**
- **Les fiches techniques des produits proposés ;**

**Important :** La remise de l'ensemble des documents énumérés ci-dessous est obligatoirement à respecter, à défaut l'offre ne sera pas recevable.

## **Article 8 – OUVERTURE DES PLIS – EXAMEN DES OFFRES**

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues au code de la commande et selon les modalités définies ci-après :

### **8.1 - Analyse des offres**

Le Pouvoir Adjudicateur procède à l'ouverture des plis arrivés à destination à la date mentionnée à l'article 6 du présent règlement de consultation et en enregistre le contenu.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature.

Les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé sont éliminés.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles R 2152-1 à R 2152-2 du code de la commande publique sont éliminées ou modifiées conformément à cet article.

De même, les offres anormalement basses sont jugées conformément aux articles R 2152-3 à R 2152-5 du code de la commande publique.

### **8.2 - Choix des propositions**

Le jugement et le classement des offres des candidats seront effectués dans les conditions prévues aux articles R 2152-6 à R 2152-8 du code de la commande publique au moyen des critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

#### **1. Prix de la fourniture noté sur 45 points**

#### **2. Valeur technique noté sur 25 points**

La valeur technique sera appréciée au regard des éléments fournis dans le cadre de réponse

#### **3. Délais de livraison noté sur 10 points**

Délais minimum et maximum à compter de la réception du bon de commande.

Formule de notation = prix le plus bas/prix analysé x 10

#### **4. Mesures environnementales mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché noté sur 10 points**

La valeur de ce critère sera appréciée au regard des éléments fournis dans le cadre de réponse.

#### **5. Mesures sociales mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché noté sur 10 points**

La valeur de ce critère sera appréciée au regard des éléments fournis dans le cadre de réponse.

### **8.3 Conditions d'attribution**

L'entreprise doit obligatoirement, sous peine de rejet de son offre pour non-conformité, indiquer sur dans l'acte d'engagement son adresse mail de contact privilégiée.

L'attributaire reçoit, via la plateforme de dématérialisation, un mail l'informant qu'il est l'attributaire du marché.

Information des entreprises non retenues : L'entreprise non retenue reçoit, via la plateforme de dématérialisation, une information relative au rejet de son offre par le pouvoir adjudicateur

## **Article 9 – INFORMATION COMPLEMENTAIRES**

### **9.1 Abandon de la procédure**

**L'administration contractante se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure**, conformément à l'article R 2185 du code de la commande publique.

### **9.2 Renseignements complémentaires**

Les demandes de renseignements complémentaires (techniques, procédure, autres) nécessaires à l'étude, sont dématérialisées via la plateforme des achats de l'état : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Les échanges se feront obligatoirement via cette plateforme.

### **9.3 Modification du dossier de consultation**

L'ATIGIP se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, et le cas échéant de reporter la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans réclamation à ce sujet.

### **9.4 Litige**

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Le tribunal administratif de limoges est seul compétent pour l'introduction des différents recours.